

Salon des maires: les élus se défendent de trop dépenser

L'étude de Bercy accusant les collectivités locales d'avoir creusé un déficit public de 16 milliards a été au cœur des débats de l'AMF 82 hier à Castelsarrasin.

Il y avait trop de sujets sur le feu pour que l'assemblée générale statutaire de l'association des maires et des présidents d'intercommunalités de Tarn-et-Garonne (AMF 82) respecte le timing qu'elle s'était fixé, ce samedi 28 septembre à Castelsarrasin.

Une heure seulement pour échanger sur la difficulté croissante d'exercer un mandat local, dans un climat de violence qui n'épargne plus les élus, hélas ; pour alerter sur la situation financière des EHPAD, publics ou privés ; pour essayer de trouver un chemin dans le dossier épineux du Zéro artificialisation nette (Zan) ; pour présenter la charte départementale des énergies renouvelables ou pour dresser le bilan, très positif, du recrutement d'une quinzaine de secrétaires de mairie, une denrée qui se fait de plus en plus rare dans notre département... c'était mission impossible.

Un compte à régler avec l'ancien locataire de Bercy

Mais, puisqu'il est toujours sain de débattre en démocratie, les deux heures utilisées pour cette matinée d'ouverture du 3e Salon des maires n'ont pas été du temps perdu.

Les élus tarn-et-garonnais avaient un compte à régler avec l'ancien



Les services de l'État autour du préfet et les élus locaux étaient venus en nombre pour ce 3e Salon de l'AMF 82. / DDM - PIERRE-JEAN PYRDA

gouvernement et notamment l'ex-ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui avait présenté, début septembre, une étude des services de Bercy mettant en évidence un dérapage des dépenses des collectivités locales qui auraient creusé un déficit de 16 milliards d'euros.

Le maire de Castelsarrasin, après le mot d'accueil protocolaire, a été le premier à décocher une flèche : «Lorsque l'on nous taxe de succursaires de roues, quel mépris !», lance Jean-Philippe Bésiers.

Bernard Pezous, président de l'AMF, craint que cela n'ait des

conséquences pour les prochaines municipales : «2026, notre CDD se termine, donc il faudra trouver des bonnes volontés pour s'engager. L'amélioration des conditions d'exercice des mandats locaux reste une nécessité», insiste le maire de La Salvétat-Belmontet.

«Budget en déséquilibre, ce n'est pas les collectivités», le slide présenté par Eric Massip annonce la couleur. «On ne mérite pas d'être traités de la sorte, poursuit le maire de Saint-Etienne-de-Tulmont. Les collectivités remboursent les dettes là où l'État rem-

bourse principalement les intérêts.» L'élus stéphanois rappelle que les collectivités ont dû appliquer la hausse du point d'indice pour tous les fonctionnaires... et subir l'inflation qui a fortement pesé sur le coût des achats et de l'énergie. «C'est vrai, les dépenses d'investissement du bloc communal ont augmenté de 11,2 % mais c'est positif pour l'économie», appuie M. Massip.

«Les critiques que nous subissons sur la dette sont infondées pour ne pas dire provocatrices», exprimera à son tour Michel Weill, le président du conseil départemental, lors des discours officiels dans la salle Jean-Moulin où une soixantaine d'exposants accueillaient les élus sur leur stand. Invité à clore l'AG statutaire, le préfet a voulu défendre «un état local fort et proche des communes. Le couple préfet/maire est un couple efficace de proximité en temps de crise, on l'a vu pendant le Covid, mais c'est aussi vrai en temps normal. Ce que je demande aux agents de l'État, c'est d'être à l'écoute, disponibles mais aussi ingénieux, humbles et pragmatiques. On fera avec vous, on ne fera pas sans vous car vous êtes l'échelon de proximité», a conclu Vincent Roberti, très applaudi.

Pierre-Jean Pyrda